

n'y a qu'un gouvernement agonisant et qu'un premier ministre moribond qui puissent s'adonner à de pareilles bassesses.

Ces plus récentes attaques contre le chef de l'opposition ont pu très bien amuser la clientèle libérale mais elles ne tromperont personne. Nous savons bien, et le public canadien le sait aussi, que les responsables de ce gâchis monumental, de ces échecs retentissants, ce sont les membres du gouvernement libéral et surtout, le premier ministre. Les faits l'ont prouvé, le premier ministre actuel est le pire des gestionnaires que nous ayons jamais eus. Il est généralement admis que le cabinet actuel est le plus faible que nous ayons jamais eu. Le premier ministre n'a pas su s'entourer de personnes compétentes. La raison? Il est incapable de juger les gens. Voici ce qu'écrivait Douglas Fisher dans le *Sun* de Toronto, le 21 mars 1978:

Qui a été le premier sénateur nommé par Trudeau? Bobbie Giguère! Qui a choisi Jean Dubé, Stanley Haidasz, Warren Allmand, Bob Stanbury, Tony Abbott, Jean-Jacques Blais, Jean-Pierre Goyer, Pierre Juneau et Jack Horner pour former le cabinet? Qui a nommé Yves Pratte à la tête d'Air Canada, et installé ensuite Bryce Mackasey à la présidence de la compagnie?

M. Fisher continue à énumérer toute une série de nominations désastreuses puis il fait remarquer:

«Un chef qui s'est prononcé aussi énergiquement contre des contrôles des prix et des salaires, même temporaires, pour les instaurer 15 mois plus tard, sans même admettre son erreur, a prouvé qu'il manquait de suite dans les idées.»

Mais, même si ces gens-là valent mieux que la plupart des gens ne le pensent, en fait ils n'ont pas eu la chance de le démontrer. Le premier ministre a géré son cabinet de telle façon qu'il a pratiquement détruit le rôle que la plupart des Canadiens lui connaissaient. Je me demande combien de gens se rendent compte que, depuis son accession au pouvoir, il y a eu 191 remaniements ministériels, c'est-à-dire que les 34 postes du cabinet ont été occupés au total par 191 personnes différentes. Autrement dit, en moyenne, chaque ministre a détenu cinq portefeuilles et a conservé son poste moins de deux ans. Toute personne sensée admettra qu'une organisation ne peut pas être bien gérée lorsqu'elle change aussi fréquemment de chef.

Pour ce qui est des sous-ministres, les changements ont été presque aussi fréquents. Dans les ministères les plus importants comme ceux de l'Industrie et du Commerce, de l'Énergie, des Mines et des Ressources, et même celui des Finances, les sous-ministres ont changé beaucoup trop souvent. Le ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources a eu quatre sous-ministres depuis quatre ans: Jack Armstrong, Gordon MacNabb, Marshall Cohen, et maintenant Ian Stewart. Quoi d'étonnant si le gouvernement n'a aucune politique énergétique cohérente? Si une entreprise privée avait changé aussi souvent de conseil d'administration, elle se trouverait dans une situation très difficile, et peut-être même acculée à la faillite. Monsieur l'Orateur, si nous voulons savoir pourquoi le gouvernement a échoué si lamentablement et n'a même pas pu atteindre les objectifs qu'il s'était fixés, il suffit de voir comment le premier ministre a formé son cabinet, et comment il l'a géré.

Gaspillage et mauvaise gestion

● (1520)

Cette mauvaise direction explique sans aucun doute pourquoi la gestion et le contrôle financiers des deniers publics laissent tant à désirer. Les députés se rappelleront de la conclusion du Vérificateur général dans son rapport annuel de 1975, que voici:

Les systèmes de gestion et de contrôle financiers des ministères et organismes de l'Administration fédérale sont actuellement loin de répondre aux normes acceptables de qualité et d'efficacité en la matière.

C'était en 1975 et le gouvernement n'a absolument rien fait depuis cette critique sévère pour améliorer ses compétences administratives. Le Vérificateur général a donc déclaré dans son rapport annuel de 1976 ce qui suit:

L'étude des systèmes utilisés par les ministères, organismes et sociétés de la Couronne vérifiés par l'Auditeur général démontre que la gestion et le contrôle financiers au sein du gouvernement canadien sont foncièrement inadéquats. De plus, cette situation continuera d'exister à moins que le gouvernement ne prenne des mesures fermes, appropriées et efficaces en vue de corriger cette situation vraiment très sérieuse.

Il est difficile de s'imaginer de propos plus accablants pour le gouvernement. Il est difficile de s'imaginer comment un vérificateur pourrait rendre ses critiques plus accablantes. Si la vérification des activités d'une société dans le secteur privé donnait de pareils résultats, nous assisterions sans aucun doute à la démission immédiate des tous les administrateurs en chef et, fort probablement, les actionnaires entameraient des poursuites contre le conseil d'administration.

Quelle a été la réaction du gouvernement? Elle a été pratiquement nulle. Le gouvernement a accepté une seule des recommandations du Vérificateur général. Il a nommé un contrôleur général, mais a refusé néanmoins de lui accorder tout pouvoir législatif pour lui faciliter l'exercice de ses fonctions, et lui permettre d'aller au fond des choses. Comme nous l'avions prévu au cours du débat sur la question du contrôleur général, il y a de plus en plus de preuves que cette absence d'autorité législative a encouragé plusieurs tentatives visant à empêcher le contrôleur général de bien faire son travail. Il y a eu plusieurs tentatives pour faire obstacle à l'exercice de cette tâche immense et ingrate. Mon collègue, le député de Capilano (M. Huntington), vous donnera tout à l'heure de plus amples détails à ce sujet; enfin, voilà à quoi se sont résumées, essentiellement, les initiatives de ce gouvernement à cet égard.

C'est aux échecs du gouvernement que nous devons ce nouveau ministère créé l'an dernier, le Conseil ministériel du développement économique dont je ne suis pas encore arrivé à savoir ce qu'il fait exactement, malgré mes questions et mes recherches. Il est évident que les membres de son conseil sont plus pressés de relever la réputation plutôt ternie du gouvernement avant les élections que d'assainir la gestion.

Il est évident qu'une journée entière ne suffirait pas à énumérer les exemples de gaspillage pur et simple des millions de dollars provenant des poches des contribuables que le gouvernement a dilapidés, incapable qu'il est de s'acquitter de sa mission de confiance. Les Postes à elles seules exigeraient une journée de débat. Alors qu'en dix ans le nombre des objets de correspondance qui lui sont confiés a augmenté de 20 p. 100, c'est de 50 p. 100 qu'augmentait son personnel. Elle dépense 350 millions de plus qu'elle ne perçoit, et n'arrive pas encore pour autant à distribuer le courrier à temps, quand elle ne le perd pas.